

DIAL 3616 - « Défenseures : la vie au centre »

BRÉSIL - Lucineia Miranda De Freitas (MST) : « Nous élaborons le concept de féminisme paysan et populaire »

Marcha & Acción por la Biodiversidad

mercredi 18 mai 2022, mis en ligne par [Françoise Couëdel](#)

Cet entretien, réalisé par Laura Salomé Canteros, Camila Parodi y Maru Waldhüter, fait partie de la série « [Les défenseures. La vie au centre](#) », un travail conjoint de [Marcha Noticias](#) et [Acción por la biodiversidad](#), qui a été publié sous la forme d'un livre [1] par les éditions Chirimbote en 2022, avec le soutien de la Fondation Siemenpuu. Texte publié sur les site de [Biodiversidad LA](#) et [Marcha Noticias](#) le 7 avril 2022 [2].

Lucineia Miranda De Freitas est une activiste féministe, membre du secteur genres du Mouvement des travailleurs et travailleuses ruraux sans terre (MST) du Mato Grosso, l'un des États les plus violents du Brésil. Aimable et attentive aux questions et aux réponses, qui passaient du portugais à l'espagnol, elle a souligné, au cours de l'entretien, deux points fondamentaux de sa tâche quotidienne en tant que Défenseure : travailler pour sensibiliser les populations urbaines aux problèmes des « zones rurales » et lutter pour l'unité politique des peuples originaires et des mouvements sociaux pour la défense de la terre, de l'eau et de la forêt.



Illustration de Ximena Astudillo

Dans le pays de l'Amazonie, le poumon de l'humanité, lutter contre les violences du modèle établi par l'agro-industrie au détriment des savoirs des communautés et de la préservation de l'environnement est urgent. Mais aussi historique. Le MST est né au cours de la période 1970-1985 ; précisément, après le processus de concentration de grandes surfaces de terre aux mains de petits groupes de la société, situation qui a eu pour conséquence l'appauvrissement des petits paysans et paysannes et des petits et petites propriétaires. C'est une réponse articulée sur le territoire le mouvement pour la réforme agraire qui s'est institutionnalisée lors d'un congrès organisé en janvier 1985 et auquel ont participé 1500 délégués de tout le pays.

« Quand les gens se réveillent, nous sommes déjà devant le foyer qui lentement transforme l'eau en café, la pâte en couscous, le riz en *baião*, la pensée en mots, cris et luttes. Nous sommes réveillées ! » Avec ces mots a circulé en mars 2022 la « Lettre ouverte d'amour et de lutte des femmes sans terre [3] », un registre audiovisuel de la résistance de ces dernières années. « Nous sommes réveillées » disent les femmes du MST, en lutte contre les extractivismes qui prennent la forme de transgéniques et de poisons dans les aliments. « Nous augmentons nos forces pour lutter pour nos corps et notre terre », déclarent-elles dans la Lettre, un cri collectif de fureur mais aussi de joie, proféré à la chaleur des tambours ancestraux pour la sauvegarde des peuples indiens, des quilombolas et de l'agriculture familiale.

Au Brésil des femmes s'organisent pour protéger nos vies : ce sont des défenseuses afro-descendantes, des Indiennes, des migrantes, des noires, des LGBTIQ+. Et elles font entendre leurs voix pour celles qui portent les stigmates des violences et de la pauvreté qu'engendrent les inégalités. Le MST lance depuis dix ans un appel à l'organisation pour transformer les conditions de la propriété : « nous ne sommes pas la propriété des hommes et notre terre n'appartient pas non plus aux grandes entreprises aux mains des minorités blanches et riches ». Dans leurs activités se sentent l'amour, le bonheur et le pouvoir de

transformer le monde. Dans les campagnes et les villes elles luttent pour des territoires libres afin de jouir de la vie, de la musique et de la poésie. Pour la terre, le travail et le droit d'exister. Voilà de quoi nous avons parlé avec Lucineia Miranda De Freitas.

Pour commencer, pourrais-tu situer le territoire sur lequel tu te trouves ? Quelles sont les tâches principales qu'y réalise le MST et quelle est ton expérience au sein de l'organisation ?

Je m'appelle Lucineia Freitas, je vis dans l'État de Rio de Janeiro depuis quatre ans. Mais je viens du Mato Grosso. Ce sont deux situations très différentes car le Mato Grosso est un État de l'intérieur du pays, plus agricole, alors que Rio de Janeiro est situé sur le littoral, est plus urbanisé, mais avec une agriculture très importante. Au MST, je collabore au secteur genres et actuellement nous nous consacrons à la préparation de la « journée des femmes », qui se tient du 7 au 11 mars. Cette année, je participe à la direction nationale de ce secteur.



Nous avons choisi le concept de « défenseures » et de « gardiennes » des territoires et des droits pour parler de la place centrale qu'ont les femmes paysannes, indiennes et rurales dans la défense des biens communs. Que signifie aujourd'hui être défenseure au Brésil et quel est le scénario auquel vous êtes confrontées ?

Les échanges ont lieu ici entre peuples des zones rurales, peuples originaires, membres des quilombolas, paysans et riverains des fleuves. Au Brésil les « peuples de la campagne, des eaux et des forêts » sont volontiers considérés comme des gardiens. Au sein de ces peuples les femmes ont un rôle central dans le processus d'organisation des communautés pour développer les résistances indispensables. Et pour nous, dans la conjoncture du Brésil, être défenseure c'est résister à un projet d'avancée permanente du capital sur les territoires, que ce soit sur les territoires indiens ayant fait l'objet d'une reconnaissance ou sur les territoires où des luttes sont en cours pour qu'il y ait davantage de zones d'installations collectives ou de campements.

Être défenseure c'est repenser le processus même de la production agricole, la production au sein de l'agriculture dans une perspective agroécologique, qui suppose une rupture avec un mode de culture hérité de la révolution verte, et nous permette de repenser nos relations à la nature et à l'environnement. Et l'agroécologie, en nous aidant à repenser nos relations avec la nature nous impose aussi de repenser les relations humaines qui s'organisent au sein de notre cercle familial et de la communauté, au sein des coopératives, des syndicats, des écoles.

Être défenseure dans le scénario brésilien actuel est un acte très dangereux, car les cas de violence en zone rurale sont en constante augmentation et touchent surtout les peuples indiens, mais aussi les paysans de manière générale, y compris les femmes. Et lors de ces agressions, la violence vient autant de l'action d'entreprises privées, avec l'invasion de *grileiros* (accapareurs de terre) et de mineurs illégaux, que de l'État, avec les expulsions autorisées pendant la pandémie.

Qu'est-ce que le secteur genres du MST ? Quelle est la situation des mouvements paysans concernant l'accès à la terre, la réforme agraire et la reconnaissance des droits dans le contexte du gouvernement d'extrême droite de Jair Bolsonaro ?

Le secteur genres du MST s'est constitué en 2000 en partant de l'idée qu'il était nécessaire de repenser les relations de genre au sein du mouvement et que ce n'était pas uniquement la tâche des femmes mais

qu'il fallait impliquer toute l'organisation. La présence des femmes dans le MST est un fait, elles ont toujours été présentes, dès les premières actions, dans les années 1980. Néanmoins il existait une distance entre leur présence dans la vie quotidienne du mouvement et dans les moments d'affrontement et leur participation aux prises de décision. C'est précisément pour briser cette division que les femmes ont commencé à s'organiser jusqu'à former le secteur du genre et de la parité dans les espaces de décision du mouvement.



À partir de l'organisation de la « Journée de la lutte des femmes », nous avons aussi approfondi l'étude de l'approche féministe, non pas d'un féminisme unique, mais de ses multiples possibilités. Et en tant que femmes membres de la [Vía campesina](#), nous avons élaboré le concept de féminisme paysan et populaire. Actuellement nous, en tant que femmes sans terre, nous nous reconnaissons comme femmes féministes, nous élaborons le débat pratique et théorique du féminisme paysan populaire, en lien avec la Vía campesina, tant au niveau national qu'au niveau international au sein de l'organisation. Nous élaborons avec les femmes des milieux urbains et les organisations de femmes de la classe ouvrière urbaine d'autres perspectives de lutte qui posent la question des droits des femmes dans leur ensemble.

Le MST a pour objectif de s'organiser en commissions : de bases dans les communes rurales, municipales, étatiques, et finalement la commission de Coordination nationale. Les commissions sont aussi une forme d'organisation à l'intérieur des communautés de base et des campements. Au MST n'existent pas les fonctions de présidence, de secrétariat et de trésorerie. L'organe suprême est le Congrès national, qui se réunit tous les 5 ans. Chaque année sont organisés des rencontres nationales et par États. Il existe aussi des commissions exécutives nationales et par États. Au sein de l'administration il y a un secrétariat au niveau national, des États et des municipalités.

Dans ces commissions et collectifs de femmes du MST, les femmes leaders ont commencé à étudier et à débattre du concept de genre, à partir de la moitié de la décennie 1990. Le besoin d'impliquer toute l'organisation dans ce débat a abouti à la création du Secteur genre lors de la Rencontre nationale du MST de 2000. Il aurait pour tâche de susciter le débat dans les instances et les espaces de formation, de produire des matériaux, de proposer des activités, des actions et des luttes qui contribueraient à l'élaboration de conditions objectives pour une participation égalitaire des hommes et des femmes, renforçant ainsi le MST.

À partir de cet objectif ont été mises en place différentes orientations politiques, comme la participation de 50% de femmes dans tous les espaces du Mouvement, par exemple, dans les instances, les processus de production, de formation et d'éducation, dans les mobilisations, etc. ; la discussion sur la garde des enfants, sur l'inclusion conjointe du nom de la femme et de l'homme dans les titres de propriété et d'usage de la terre.

Ici, au Brésil, nous avons deux devises : « sans féminisme, il n'y a pas d'agroécologie » et « sans féminisme, il n'y a pas de socialisme », avec l'idée que soit le féminisme est une cause assumée par les organisations qui se proposent de changer les relations productives et doivent aussi reconsidérer les relations reproductives, soit il n'y aura pas de transformations.

L'exploitation minière, la déforestation, l'agrobusiness ont considérablement avancé sur les territoires et les biens communs. Mais les résistances des peuples indiens et des paysans ont alerté et défié le gouvernement sur cette spoliation. Quelles sont les expériences et les réponses organisées dans ce contexte que tu pourrais nous partager ?

Dans la période récente, en particulier depuis 2015, avec les actions qui ont précédé le coup d'État contre la présidente Dilma Rousseff, la lutte pour la terre au Brésil est devenue très difficile. Elle est devenue encore plus difficile en général et particulièrement pour les femmes. Certaines politiques en faveur des agricultrices, qui ont été très importantes pour le processus d'organisation interne, comme le Programme d'acquisition d'aliments (PAA) qui encourageait la production diversifiée dans leurs potagers, ont été supprimées sous le gouvernement de Michel Temer (2016-2018), ce qui a fortement impacté l'autonomie financière des femmes.



Foto del MST-Brasil

Avec ce programme, l'État achetait directement la production auprès des producteurs et productrices de l'agriculture familiale, pour une distribution directe dans les écoles, les résidences de personnes âgées, les hôpitaux ou aux familles en situations de précarité. Ainsi était achetée une production diversifiée et de saison et il n'était pas nécessaire que ce soit la même production toute l'année, ce qui correspondait à la pratique des femmes. Au niveau légal, il y a des avancées pour ce qui est de l'accès à la terre au Brésil, comme le titre de propriété attribué à un couple, une femme et un homme, avec aussi l'octroi possible du titre de propriété aux couples homosexuels, de deux femmes ou de deux hommes. Il n'existe pas de décret ministériel mais c'est déjà effectif. Cependant, au cours des quatre dernières années, en réalité, il n'y a pas eu d'installations officielles de familles ni de délimitations des territoires quilombolas ou indiens. Il n'existe pas de décret de l'Institut national de la colonisation et de la Réforme agraire (INCRA) pour les cas de couples homosexuels. Chaque couple doit effectuer des démarches individuelles. Mais nous avons déjà obtenu la reconnaissance d'un certain nombre de cas.

Au cours des deux dernières années, en dépit des attaques, nous avons réussi à résister à certaines expulsions qui allaient toucher un grand nombre de personnes. C'est le cas d'un campement du MST dans le Minas Gerais, le Quilombo Campo Grande, où vivent 450 familles. Grâce à la solidarité urbaine et internationale, nous avons réussi à l'empêcher, malgré l'arrivée de la police sur les lieux. Au cours de cette période nous avons renforcé progressivement l'unité sur certains points importants, de la résistance à l'avancée du fascisme à la dénonciation du racisme ainsi dans les processus de formation et d'études qui

nous préparent pour les temps à venir. En outre, si nous considérons une période historique plus longue, au niveau organisationnel nous progressons dans la constitution d'un collectif LGBT+ pour nous prendre en compte une population qui a été invisibilisée à la campagne. Et dans la période plus récente, ces 4 dernières années, nous avons formé un collectif pour penser les relations raciales liées à la question agraire.

Pour ce qui est du secteur genre du MST, nous sommes au fait de votre expérience de blocus organisés contre les entreprises de l'agrobusiness tous les 8 mars. Comment cette action est-elle née et quel impact a-t-elle eu ?

Nous organisons, depuis les années 90, la journée du 8 mars, qui consistait initialement en activités, réunions de formation et d'études. Ces journées n'avaient pas le caractère actuel d'affrontement et de lutte directe contre le capital. À partir des années 2000, à côté des activités de formation, de ces rencontres d'étude, nous avons commencé à organiser des actions publiques pour dénoncer l'avancée du capital dans les zones rurales et les violences contre les femmes. L'année 2006 a marqué une étape dans le processus de lutte du 8 mars. Cela a débuté en raison de l'avancée des plantations d'eucalyptus sur divers territoires, surtout indiens, à Espirito Santo, mais qui concernait aussi la réforme agraire car il s'agissait de terres publiques dans la région sud. Nous avons organisé la première confrontation directe avec le capital en occupant l'usine d'Aracruz cellulose où était en cours une expérience de culture d'eucalyptus transgéniques.

Cette action a eu un impact fort et différentes répercussions, autant du côté de ceux qui ont criminalisé les interventions des femmes, qu'en interne car c'est quelque chose que les femmes elles-mêmes ont organisé - on nous a objecté qu'il était nécessaire d'impliquer toute l'organisation pour pouvoir répondre collectivement aux critiques externes et y faire face. Plusieurs de nos camarades ont fait l'objet de procès à ce moment-là. Néanmoins cela a été un moment important car, depuis lors, nous nous sommes rendu compte qu'il n'est pas possible d'inscrire à l'agenda la participation politique, la lutte contre les violences faites aux femmes sans, dans notre démarche, affronter et dénoncer le capital. Le débat sur le féminisme paysan et populaire date de cette époque-là car c'est dans ces moments de confrontation avec le capital que nous avons aussi mobilisé la question du féminisme.

En 2022 il y a des élections au Brésil et les différences entre les programmes en concurrence sont très claires. Quelle lecture faites-vous de ce processus électoral et quels sont les scénarios possibles qui pourraient s'offrir à vous ?

J'espère que les vents favorables de l'Amérique latine souffleront sur le Brésil cette année. Mais nous savons que la campagne électorale sera un processus très compliqué. Même si les enquêtes annoncent la victoire de Lula da Silva, nous ne croyons que rien n'est joué. En tant que MST notre position politique est que les élections et la défaite de Bolsonaro sont l'agenda principal pour cette année 2022 car nous considérons que le processus de résistance qui suivra, il n'y aura de victoires que si nous réussissons à battre Bolsonaro dans les urnes.

Alors nous avons deux missions qui sont très importantes : la première, celle de participer aux élections parlementaires dans les États et au niveau national, en présentant la candidature de quelques militants du MST. L'autre tâche est relative à la participation, avec les autres mouvements qui font partie du comité « Dehors Bolsonaro », en formant des comités populaires pour la campagne électorale. Et nous croyons qu'au second tour, au second semestre, la force politique des militants de la base s'impliquera d'une manière ou d'une autre dans le processus électoral, dans les actions de la campagne politique.

Nous considérons aussi que les dommages dont nous avons souffert avec Bolsonaro se feront sentir encore pendant plusieurs années, comme l'augmentation de la violence sociale, les crimes racistes, les féminicides et contre la population LGBT+, le démantèlement des lois environnementales et sociales au cours de cette période. Il faudra attendre des années pour que les avancées reprennent mais notre objectif actuel est de battre Bolsonaro dans les urnes.

Connaissez-vous des expériences similaires en Amérique latine concernant les luttes que

mènent les peuples de la région ?

Le MST a deux expériences de solidarité qui sont fondamentales pour penser en termes d'unité. L'une de ces expériences est celle de nos brigades de solidarité constituées de militants du MST ou de la Vía Campesina qui cherchent à articuler les luttes et interviennent sur d'autres territoires. En Amérique latine nous avons aujourd'hui une brigade en Haïti qui travaille sur l'organisation de la production à partir des expériences de nos coopératives et sur l'agroécologie. Nous avons aussi des brigades au Venezuela qui s'impliquent de même dans l'organisation de la production. Nous avons une brigade moins importante à Cuba, toujours dans une perspective d'articulation des luttes et de réflexion stratégique sur la situation de l'Amérique latine à partir de ce territoire.



Photo: MST-Brésil

L'autre domaine de solidarité est celle que le MST reçoit de différents territoires, de l'organisation de comité d'amies et d'amis du MST, qui existent dans différents pays depuis le lancement de processus de formation dans les écoles, surtout dans notre École nationale Florestán Fernandes, y compris en Amérique latine. Avant la pandémie, nous organisons chaque année deux enseignements, avec un cours de formation en théorie politique latino-américaine en version courte, pour une durée de 30 à 40 jours, et en version longue, pour une durée de 60 à 70 jours. Outre ces expériences, le MST organise de multiples échanges, soit en accueillant des organisations qui viennent vivre les expériences du mouvement dans les communautés nouvellement installées et les campements, dans les coopératives, les écoles, soit avec des militants du MST qui vont expérimenter et connaître des expériences sur d'autre territoires.

Pour nous tous et toutes, la lutte dans les zones rurales, la lutte pour la réforme agraire n'est pas seulement une lutte de paysans mais une lutte qui concerne toute la société. Et la lutte au Brésil n'a pas seulement un impact au Brésil, tout comme d'autres luttes en Amérique latine ont des répercussions au Brésil, notre lutte a des répercussions dans d'autre pays. Pour cette raison il est important d'être conscientes et prêtes à être solidaires dans n'importe quelle situation.

Petit glossaire

Le ***baião*** est un style de musique et de danse populaire de la région du Nord-est du Brésil, dérivé d'un type de lundu, appelé « *baiano* ». Le baião est né entre les décennies 1940 et 1960 et se joue avec une viole caipira, un triangle, une flûte douce et un accordéon.

Quilombolas est le terme qui désigne les afro-descendants qui vivent dans les quilombos. Son sens renvoie historiquement aux mouvements d'émancipation et de libération de l'esclavage, durant plusieurs siècles, dans différents pays d'Abya Yala. Actuellement, au Brésil, il renvoie à l'autoidentification des personnes descendantes de ces peuples, à leurs communautés rurales, urbaines ou suburbaines qui se caractérisent par l'agriculture, aux mouvements politiques et territoriaux mobilisés pour leur défense,

leur intégration et aux manifestations culturelles fortement liées au passé africain. Le terme est dérivé du cañybó tupi-guaraní, qui signifie « celui qui fuit constamment ».

- **Dial - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3616.**

- Traduction de Françoise Couëdel pour Dial.

- Source (espagnol) : [Biodiversidad LA](#), 7 avril 2022.

En cas de reproduction, mentionner au moins les auteurs, la traductrice, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Le pdf du livre est disponible sur le [site](#) de Marcha Noticias et disponible en [pièce-jointe](#).

[2] L'édition du texte original a été réalisée par Laura Salomé Canteros et Nadia Fink.

[3] <https://www.youtube.com/watch?v=-nFLQhkJzIU>.